



COMMUNIQUE DE PRESSE

Berne, le 3 septembre 2021

JOURNÉE SUISSE DE L'ÉDUCATION 2021 : FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION PRÉCOCE ET LES STRUCTURES DE JOUR

Lors de la Journée Suisse de l'Education, le SER et LCH se sont prononcés en faveur de normes de qualité, complètes et financièrement viables pour les familles, pour les structures de jour et les services d'accueil de la petite enfance. Les deux associations faïtières d'enseignant·es ont invité des responsables politiques de la formation, des cadres des associations d'enseignant·es et des experts à la manifestation du 3 septembre 2021 à Berne.

La pandémie de COVID-19 a démontré de manière impressionnante le rôle important joué par les structures de jour qui complètent l'encadrement familiale et celui des écoles. Toutefois, elles ne peuvent avoir un effet positif sur le développement, l'intégration et l'égalité des chances des enfants que si la prise en charge est de haute qualité et durable. Cette qualité doit être garantie par des normes contraignantes pour le personnel, les services et les infrastructures. Des lignes directrices efficaces à l'échelle de la Suisse sont également nécessaires pour la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance (FAE-PE). C'est l'appel que l'organisation faïtière Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) et le Syndicat des Enseignant·es Romand·es (SER) ont lancé à la Confédération et aux cantons lors de la Journée Suisse de l'Education du 3 septembre 2021. Les deux associations faïtières d'enseignant·es ont invité quelque 110 personnes à cette manifestation qui a lieu tous les deux ans à Berne.

Des investissements qui en valent la peine

Cette année, la Journée Suisse de l'Education a réuni des responsables politiques de la formation, des cadres des associations d'enseignant·es et des experts pour un échange de vues sur l'encouragement et la prise en charge de la petite enfance dans le système éducatif suisse. Après une allocution de bienvenue de Silvia Steiner, présidente de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), Heidi Simoni, directrice de l'Institut Marie Meierhofer pour l'enfant (MMI), a évoqué les caractéristiques des bons services à la petite enfance et leurs effets positifs sur le long terme.

Martin Eichler, économiste en chef de l'institut de recherche BAK Economics, a présenté les résultats d'une étude sur les avantages économiques des structures de jour. Sa conclusion était claire : les investissements dans le développement de l'éducation de la petite enfance sont également rentables sur le plan économique. Par la suite, les participants ont discuté en plénière et en petits groupes avant que Muriel Langenberger, fondatrice du Swiss Society Lab, ne se penche sur les effets positifs d'une offre plus étendue



Importance de la petite enfance et de l'encadrement dans le système suisse de formation

de la garde d'enfants. Elle a recommandé, d'une part, de promouvoir le processus de développement de la qualité sous toutes ses facettes et, d'autre part, d'accompagner la transition entre les systèmes.

Les structures de jour doivent être accessibles pour toutes et tous

LCH et le SER ont tiré des demandes formelles des deux points centraux de la Journée Suisse de l'Éducation. Dans de nombreux endroits, il existe des structures d'accueil extra-familiales et extra-scolaires, mais elles sont développées de manière très différente. C'est pourquoi, en plus de l'assurance qualité mentionnée au début, LCH et le SER exigent le développement et l'expansion des structures de jour à l'échelle nationale. Celles-ci doivent être disponibles pour toutes et tous les élèves et leurs parents en fonction de leurs besoins. Les cantons et les communes doivent être responsables de leur mise en œuvre.

Au niveau de l'école, il est important que les structures de jour fassent partie d'un concept pédagogique global et que la coordination de toutes les personnes impliquées soit généralement clairement régie par la direction de l'école. En termes d'infrastructures, les espaces intérieurs et extérieurs doivent être adaptés aux enfants et à leurs besoins en tant que lieux d'apprentissage et de vie. En outre, l'accueil de jour doit être proposé à un prix abordable pour toutes les familles.

Une politique nationale de la petite enfance est indispensable

Le financement joue également un rôle dans l'offre de la FAE-PE. Bien que tous les enfants en bénéficient, les enfants issus de milieux socialement défavorisés et de langues étrangères en tirent un bénéfice supérieur à la moyenne. C'est pourquoi LCH et le SER demandent que toutes les familles, quels que soient leur revenu ou leur origine, aient accès aux services de FAE-PE et que la part des coûts supportés par les familles soit réduite. Les quatre premières années de la vie déterminent dans une large mesure la réussite de la scolarité d'un enfant. Pour une meilleure égalité des chances, il est donc important que tous les enfants bénéficient de conditions de départ bonnes et équitables.

Or, selon une étude de l'Unesco publiée récemment, la Suisse se classe en queue de peloton en ce qui concerne la disponibilité de services de garde d'enfants abordables et de qualité. La Confédération et les cantons doivent donc mettre en œuvre une "politique de la petite enfance" coordonnée et basée sur des résultats scientifiques. Cela comprend, d'une part, les normes minimales susmentionnées concernant le personnel, les services et les infrastructures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants. Deuxièmement, il est nécessaire de développer, de manière globale et en fonction des besoins, les offres d'éducation et d'accueil de la petite enfance, telles que les crèches. Enfin, la Confédération et les cantons devraient promouvoir la recherche et l'évaluation dans ce domaine, par exemple en soutenant la collecte systématique de données sur la FAE-PE.

Personnes de contact :

Dagmar Rösler
Présidente centrale LCH
+41 79 866 54 43
d.roesler@LCH.ch

Samuel Rohrbach
Président SER
+41 79 251 22 42
s.rohrbach@le-ser.ch